

TAÏWAN



9

Réactions taïwanaises aux appels à l'unification de Xi Jinping

| TANGUY LEPESANT

Le 2 janvier 2019, le président chinois Xi Jinping a prononcé un long discours entièrement consacré à la « question de Taïwan » à l'occasion des quarante ans du « Message aux compatriotes taïwanais » (告台灣同胞書, *gao Taiwan tongbao shu*). Publié dans le *Quotidien du Peuple* le 1^{er} janvier 1979, ce message se voulait un début d'ouverture en direction de Taïwan, substituant à la « libération » de l'île par la force, une « réunification » progressive de la « famille chinoise ». Quarante ans plus tard, le discours de Xi Jinping et la limitation de l'horizon taïwanais à une unification sous la formule « un pays, deux systèmes » ont provoqué un rejet massif dans l'île. Il est toutefois difficile de parler de réaction unanime tant les arguments opposés au discours de Xi Jinping sont révélateurs des profondes divisions qui

1^{er} JANVIER 1979

Publication du Message aux compatriotes taïwanais.

30 SEPTEMBRE 1981

Première proposition du PCC de résoudre la « question taïwanaise » via la formule qui deviendra plus tard « un pays, deux systèmes ».

1^{er} JUILLET 1997

Hong Kong devient une région administrative spéciale de la Chine sous la formule « un pays, deux systèmes ».

2008-2016

Présidence de Ma Ying-jeou (KMT).

20 MAI 2016

Début de la présidence de Tsai Ing-wen (DPP).

2 JANVIER 2019

Discours de Xi Jinping et réponse de Tsai Ing-wen sur l'application de la formule « un pays, deux systèmes » à Taïwan.

11 JANVIER 2020

Élections présidentielles et législatives à Taïwan.

traversent encore la société taïwanaise sur la question de son futur politique.

Un discours sans surprise

La longue intervention télévisée de Xi Jinping ne peut être considérée comme une simple commémoration du « Message aux compatriotes taïwanais »¹. Bien qu'elle en reprenne les grandes lignes, Xi Jinping insiste notamment sur le fait que « les compatriotes des deux rives sont tous des Chinois », que « le sang est plus épais que l'eau » (血濃於水, *xie nong yu shui*) et que par conséquent Taïwan est vouée à revenir au sein de la « mère patrie ». Autrement dit, selon cette vision essentialiste, un bras de mer et quelques décennies de séparation ne sauraient avoir raison des liens ancestraux indéfectibles au fondement de la nation chinoise. Xi Jinping reprend également le thème de la fierté partagée d'être chinois.

Mais ce discours va beaucoup plus loin que le « Message aux compatriotes taïwanais » de 1979. Structuré en cinq points, il délimite le cadre rigide à l'intérieur duquel l'unification des deux rives devra se faire. Lorsque, sous la présidence de Ma Ying-jeou (2008-2016), le Kuomintang (KMT) au pouvoir menait une politique de rapprochement économique et humain des deux rives, Pékin avait fait

planifier un certain flou quant à la marge de manœuvre laissée aux « autorités taïwanaises » dans la définition de leur futur politique à l'intérieur de la « Chine unique ». Sans la reprendre à son compte, le Parti communiste chinois (PCC) s'était abstenu de rejeter trop ouvertement la définition du « consensus de 1992 » (九二共識, *jiuer gongshi*) mise en avant par le Kuomintang². Ce dernier pouvait ainsi affirmer auprès de l'électorat taïwanais que l'avenir de l'île ne conduisait pas irrémédiablement à une intégration à la République populaire de Chine, puisque Pékin reconnaissait l'existence de « différentes interprétations » de ce que signifiait « la Chine » et donc la possibilité de négocier d'égal à égal. Le discours du 2 janvier est nettement plus explicite.

Dans un premier point, Xi Jinping rappelle qu'il n'y a pas d'autre alternative pour Taïwan que « l'unification nationale » et que « le rêve chinois » (中國夢, *Zhongguo meng*) est commun aux populations des deux rives. Dans son deuxième point, Xi propose « d'explorer la formule des "deux systèmes" pour Taïwan » (探索兩制臺灣方案, *tansuo liang'an Taiwan fang'an*), tout en réaffirmant que « la proposition

² Selon le Kuomintang, le « consensus de 1992 » est un accord tacite auquel seraient parvenues les délégations de Taipei et Pékin, lors de discussions s'étant tenues cette année-là sur l'existence « d'une seule Chine » mais sur la persistance de « différentes interprétations » de ce que ce concept signifie de part et d'autre du détroit. Pour le PCC, la Chine unique est la RPC ; pour le KMT, elle est la République de Chine qui continue formellement d'inclure le continent bien que celui-ci soit depuis 1949 sous administration communiste. Le Parti démocrate progressiste au pouvoir depuis 2016 a toujours nié que cet accord verbal constitue un véritable « consensus ».

“un pays, deux systèmes” est dès son origine faite pour tenir compte de la situation réelle de Taïwan, pour protéger les intérêts et le bonheur des compatriotes taïwanais ». Xi Jinping invite ensuite tous les partis politiques, les associations et les individus qui soutiennent le principe d’une Chine unique à participer au développement du dialogue en vue de « l’unification pacifique de la mère patrie ». Autrement dit, il appelle à contourner le gouvernement dirigé par Tsai Ing-wen et le Parti démocrate progressiste (DPP, selon l’acronyme anglais) qui rejettent l’appartenance de Taïwan à la Chine.

Dans son troisième point, Xi s’en prend justement à l’indépendantisme taïwanais³ : « “L’indépendance de Taïwan” va à contre-courant, c’est une voie sans issue »⁴. Il se fait ensuite plus menaçant : « tous les compatriotes taïwanais » doivent comprendre que l’indépendance conduira Taïwan à un « désastre sans nom » (深重禍害, *shenzhong huohai*). Il leur faut donc s’y opposer sans relâche car bien « que les Chinois ne se battent pas entre eux », Pékin ne peut écarter le recours à la force.

Les quatrième et cinquième points du discours invitent à « approfondir le développement de l’intégration des deux rives » (深化兩岸融合發展, *shenhua*

liang’an ronghe fazhan) et à créer « une union spirituelle de compatriotes » (同胞心靈契合, *tongbao xinling qihe*) à partir des racines culturelles et historiques qu’elles partagent. Pour cela, il propose de renforcer l’institutionnalisation de la coopération économique, de « forger un marché commun des deux rives » (打造兩岸市場 *dazao liang’an gongtong shichang*) et de promouvoir les échanges dans tous les domaines. Les Taïwanais étant des Chinois, Xi Jinping se dit prêt à partager les fruits du développement de la Chine avec eux. Il s’adresse ensuite plus particulièrement à la jeunesse de Taïwan qu’il invite à « venir sur le continent de la mère patrie poursuivre et réaliser ses rêves ». Cet appel s’inscrit dans la continuité des « 31 mesures incitatives » annoncées en février 2018 pour encourager les Taïwanais à venir étudier ou travailler sur le continent et ainsi échapper aux difficultés économiques engendrées sur l’île par la stagnation durable des salaires et l’explosion des prix de l’immobilier.

Au terme de ce discours, les Taïwanais se voient imposer le modèle mis en place à Hong Kong mais qui, à l’origine, avait été conçu pour eux⁵. Autrement dit, les fondements de la position du PCC vis-à-vis de Taïwan n’ont pas évolué au

³ Bien que le gouvernement de Tsai Ing-wen prône la défense du *statu quo* dans le détroit et ait accepté de respecter la Constitution de la République de Chine (qui inclut le continent), l’indépendance de Taïwan figure toujours dans la charte du DPP.

⁴ 統一 是 歷史 大勢, 是 正道。台獨 是 歷史 逆流, 是 絕路, *tongyi shi lishi dashi, shi zhengdao. Taidu shi lishi niliu, shi juelu*).

⁵ Dès 1981, Pékin, à travers la « déclaration en neuf points » adressée par le Maréchal Ye Jianying aux « compatriotes taïwanais », posait les bases de la formule « un pays, deux systèmes » qui a été ensuite retenue pour Hong Kong lors des négociations entre les gouvernements britannique et chinois. Depuis la rétrocession de Hong Kong en 1997, l’expérience hongkongaise est amplement débattue à Taïwan et très rares sont ceux qui au sein des sphères politiques et médiatiques y voient des aspects positifs.

cours des quatre dernières décennies. Seul le ton a changé pour s'affermir, traduisant la confiance croissante des dirigeants chinois de pouvoir faire plier les Taïwanais. L'accent de nouveau mis sur « un pays, deux systèmes » et donc la négation du « consensus de 1992 » tel que défendu par le KMT ne sont pas une surprise pour le DPP qui a toujours considéré que la Chine populaire n'avait aucune intention de transiger. En revanche, les propos de Xi Jinping sont beaucoup plus embarrassants pour le Kuomintang.

Levée de boucliers à Taïwan

Le soir même, dans une allocution télévisée, la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen, a rejeté catégoriquement le scénario envisagé par Xi Jinping⁶. Elle a d'abord rappelé la position défendue par son gouvernement depuis 2016 : « Nous n'avons jamais accepté le "consensus de 1992" puisque la définition qu'en donnent les autorités de Pékin c'est justement "une Chine" et "un pays, deux systèmes" » ; or « Taïwan n'acceptera jamais "un pays, deux systèmes" ». Pour Tsai Ing-wen, l'opposition d'une majorité écrasante de la population de Taïwan à « un pays, deux systèmes » forme ce qu'elle appelle « le consensus de Taïwan » (臺灣共識, *Taiwan gongshi*). Plusieurs sondages sont venus soutenir cette affirmation dans les jours qui ont suivi. Ils montrent que plus des quatre cinquièmes de

la population rejettent la réduction de la « Chine unique » à la République populaire de Chine et s'opposent à la mise en place de la formule « un pays, deux systèmes » à Taïwan. Les Taïwanais seraient encore plus nombreux à soutenir les « quatre obligations » (四個必須, *sige bixu*) énoncées par Tsai Ing-wen dans son discours du Nouvel An, et reprises le lendemain dans sa réponse à Xi Jinping⁷.

Ces quatre exigences qui définissent « la position de Taïwan » (臺灣的立場, *Taiwan de lichang*) sont les suivantes : la Chine doit (1) reconnaître l'existence de la République de Chine (Taïwan) et de la démocratie que le peuple taïwanais y a établi ; (2) respecter la liberté et la démocratie chéries par ses 23 millions d'habitants et ne pas tenter d'interférer dans son fonctionnement ; (3) résoudre les différends entre les deux rives de manière pacifique plutôt que de tenter d'intimider les Taïwanais pour obtenir leur soumission ; (4) s'en tenir à des négociations de gouvernement à gouvernement ou entre agences accréditées, tout autre canal de négociation n'étant pas conforme au principe démocratique.

Tsai Ing-wen souligne ensuite la nécessité de « consolider la démocratie », de « renforcer la sécurité nationale » et de « développer une économie accordant la priorité à Taïwan » tout en se disant ouverte au développement d'échanges entre les deux rives sur une base saine

⁶ Pour visionner la vidéo du discours prononcé par Tsai Ing-wen en réponse à Xi Jinping accompagnée du texte intégral de son allocution, voir : <https://www.president.gov.tw/NEWS/24002>

⁷ Voir Hsieh Chun-lin et Jonathan Chin, « Xi Jinping Speech: Majority do not accept Xi's consensus », *Taipei Times*, 4 janvier 2019 ; Stacy Hsu, « Over 80% reject 'two systems', poll finds », *Taipei Times*, 10 janvier 2019.

et mutuellement bénéfique. Elle précise aussi qu'en dépit des multiples formes d'oppression chinoise dont est victime Taïwan, elle s'engage à poursuivre la promotion de la paix et de la stabilité régionales en maintenant la position suivante : « Nous ne provoquons pas, mais nous restons fidèles à nos principes » (我們不挑釁, 但堅持原則, *women bu tiaoxin, dan jianchi yuanze*). À la fin de son intervention, elle revient sur les résultats des élections locales qui se sont déroulées en novembre 2018 et lors desquelles le DPP a subi une cuisante défaite. Elle insiste sur le fait que la victoire du KMT n'équivaut en aucun cas à une capitulation de la population sur la question de la souveraineté ou à un affaiblissement de l'identité taïwanaise.

Effectivement, la plupart des observateurs s'accordent à penser que les résultats des élections locales ne doivent pas être interprétés comme une victoire de Pékin dont la politique d'isolement de Taïwan sur la scène internationale, de rupture du dialogue avec Taipei et de pression tous azimuts commencerait à porter ses fruits⁸. C'est probablement dans cette optique que se situe le discours de Xi Jinping qui parie sur le succès de l'intimidation et l'affaiblissement apparent de la volonté de résistance de la population taïwanaise, à un an des élections nationales de

janvier 2020. Cependant, il semble que la victoire du Kuomintang soit plutôt due à un mécontentement qui se concentre sur des questions de politique intérieure (réforme des retraites, mariage pour tous, pollution atmosphérique et transition énergétique, etc.). Conscient de l'impossibilité de défendre trop ouvertement le principe de la « Chine unique » généralement évacué via une utilisation plus vague du « consensus de 1992 », le KMT s'est d'ailleurs montré sur la défensive au lendemain du discours de Xi Jinping.

Le Kuomintang sur la défensive

Dans la déclaration en six points publiée sur son site, le Kuomintang s'est en définitive borné à camper sur sa définition du « consensus de 1992 » sans tenir compte du fait que Xi Jinping en a broyé l'élément central, c'est-à-dire la possibilité d'accorder une interprétation différente à ce que pourrait être « une Chine »⁹. Le premier point commence par rappeler que selon sa Constitution, « la République de Chine est un État indépendant et souverain » et que le parti « s'oppose fermement à l'indépendance de Taïwan ». Dans un second point, le Kuomintang replace le « consensus de 1992 » dans son contexte historique et souligne que l'accord sur « le principe d'une Chine » couplé aux « différentes interprétations » possibles permettrait de mettre provisoirement les différences de côté et donc d'aboutir à un *modus vivendi* avec la Chine populaire.

⁸ Pour deux analyses allant dans ce sens, voir Gerrit van der Vees, « How President Xi Jinping is Misreading Taiwan », *The Diplomat*, 3 janvier 2019, <https://thediplomat.com/2019/01/how-president-xi-jinping-is-misreading-taiwan/> ; et Bonnie S. Glaser, « Xi Jinping's Speech Fails to Deliver What Taiwan People Want », *Taiwan Insight*, 21 janvier 2019, <https://taiwaninsight.org/2019/01/21/xi-jinpings-speech-fails-to-deliver-what-the-people-of-taiwan-want/>

⁹ Le texte intégral de cette déclaration (qui ne comporte pas de titre) est disponible en ligne : http://www.kmt.org.tw/2019/01/blog-post_3.html?m=1&fbclid=IwAR3RpNYWp6XQXPKeZeWvXyqNv6CS4N_48IsiyX0VgdEiYf2hHh6-xPjqb1U

Le troisième point consiste en une opposition frileuse à la formule « un pays, deux systèmes ». En effet, plutôt que de la rejeter de manière frontale, comme l'a fait Tsai Ing-wen, le Kuomintang se contente de déclarer qu'elle « ne correspond pas à l'esprit du "consensus de 1992" » (非「九二共識」的內涵, *fei jiuer gongshi de neihan*) et qu'elle aura du mal à gagner le soutien de la majorité de l'opinion publique à Taïwan. Cela avant de reporter implicitement (quatrième point) la faute de la détérioration de la situation sur le DPP. Le KMT explique ainsi que depuis que Tsai Ing-wen est au pouvoir les canaux de discussion et de négociation ont tous été coupés, interdisant la résolution de nombreux problèmes économiques et quotidiens communs aux deux rives.

Dans les deux derniers points, le KMT se présente comme la solution du problème. Il souligne qu'il a pu, depuis 2005, mener des échanges et des négociations avec l'autre rive sur une base régulière et résoudre de nombreux problèmes. Devant les attentes de la population, il affirme enfin que « le parti, son groupe parlementaire et ses élus locaux sont tous enthousiastes à l'idée que les deux rives puissent travailler en commun à un développement stable et pacifique afin de créer une situation mutuellement bénéfique »¹⁰.

¹⁰ 本黨與立法院黨團及地方首長亦皆熱切期盼雙方能為兩岸的和平穩定發展共同努力，創造互惠雙贏的局面, *bendang yu lifayuan dangtuan ji difang shouzhang reqie qipan shuangfang neng wei liang'an de heping wending fazhan gongtong nuli, chuangzao huhui shuangying de jumian*.

Il est frappant de constater que le KMT se garde bien d'adresser une quelconque critique à Xi Jinping. Cette position se retrouve dans l'interview que l'ancien président Ma Ying-jeou a accordé à POP Radio (台北流行廣播電台, *Taipei liuxing guangbo diantai*) le 3 janvier 2019¹¹. Selon lui, les menaces de Xi Jinping sont adressées aux indépendantistes et « c'est parce que l'attitude de Tsai Ing-wen donne probablement au continent le sentiment que la distance entre les deux rives est de plus en plus grande qu'il existe une nécessité plus pressante [de pousser à l'unification] »¹². Cependant, face à la question de savoir si « Taïwan est le Hong Kong de demain » (日香港, 明日台灣, *jinri xianggang, mingri Taiwan*), Ma Ying-jeou estime que les situations ne sont pas comparables car Taïwan étant une démocratie, l'unification ne pourra se faire que selon cette voie. Autrement dit, alors que les habitants de Hong Kong ont été placés devant le fait accompli à l'issue des négociations qui ont scellé leur sort en septembre 1984, l'unification des deux rives du détroit de Taïwan ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable de la population de l'île.

¹¹ « Ma Ying-jeou souligne le "renforcement du sentiment d'urgence dans le discours de Xi Jinping" » (「習近平談話這次緊迫感比較強」馬英九點出這個原因, [*Xi Jinping tanhua zhici jinpoganbijiao qiang*], *Ma Yingjiu dianchu zhege yuanyin*, *The Storm Media* (風傳媒), 3 janvier 2019, <https://www.storm.mg/article/783956>. Pour un résumé de l'interview complète, voir aussi le site de POP Radio : <http://www.pop917.com/news.aspx?id=133850>

¹² 因為蔡英文的態度可能讓大陸感覺到兩岸距離愈來愈遠，更使得緊迫性有必要, *yinwei Cai Yingwen de taidu keneng rang dalu gangjuedao liang'an juli yuelaiyue yuan, geng shide jinboxing you biyao*.

Pour lui, « l'unification doit progresser par étape, se fera naturellement quand les conditions seront réunies mais ne doit pas être précipitée car la précipitation n'apporte rien de bon »¹³.

Réponse critique du « camp vert »

Michael Hsiao Hsin-huang dénonce vertement la naïveté et la dangerosité de cette position qui consiste à reprendre le vocabulaire de l'ennemi et à adopter ses tactiques de contournement des institutions démocratiquement élues pour poursuivre des négociations de parti à parti tout en reportant la faute de la détérioration des relations entre les deux rives sur le DPP¹⁴. Dans un article publié dans le *Liberty Times*¹⁵, il considère que les cadres du Kuomintang, nommément Ma Ying-jeou, Wu Den-yih, Chu Li-luan, Han Kuo-yu et Wang Jin-pyng mais aussi l'actuel maire indépendant de Taipei Ke Wen-je, ne se rendent pas compte de la gravité de la situation et « continuent à croire naïvement qu'ils peuvent d'un côté jouer au jeu de l'unification avec la Chine, et de l'autre éviter de discuter

d'un pays deux systèmes »¹⁶. En réalité, selon lui, le KMT est devenu le jouet du PCC qui s'en sert comme bon lui semble. Ainsi, poursuit-il, le Kuomintang n'avait absolument pas anticipé le fait que Xi Jinping allait accroître la pression après sa victoire aux élections locales en revenant au scénario « un pays, deux systèmes ». Cela explique la perplexité de ses dirigeants qui sont incapables de proposer autre chose que « le consensus de 1992 et "une Chine différentes interprétations", pourtant déjà répudiés par la Chine ». Le KMT « ne parvient pas à trouver le courage de s'opposer publiquement et de critiquer sans détour » les injonctions de Xi Jinping. Ce manque de fermeté est d'autant plus criant que d'une part « le peuple de Taïwan a constaté depuis longtemps l'échec de la formule un pays deux systèmes à Hong Kong » et que d'autre part, la proposition de Xi Jinping est révélatrice d'une « erreur de calcul » (失算, *shisuan*) et d'une « incompréhension » (誤解, *wujie*) de Pékin à l'égard de la démocratie et de l'opinion publique taïwanaises. Selon Michael Hsiao, « le KMT reste enfermé dans une mentalité de guerre civile et dans l'illusion qu'un jour existera "un pays" [une Chine unifiée].» Pour lui, les Taïwanais doivent prendre leurs distances avec des faits historiques « distortus » (扭曲, *niuqu*) par le KMT et qui ont donné naissance au flou de la formule « Une Chine, différentes interprétations ».

¹³ 統一要循序漸進、水到渠成，不應揠苗助長、欲速不達，*tongyi yao xun xu jian jin, shui dao qu cheng, buying ya miao zhu zhang, yu si bu da*.

¹⁴ Michael Hsiao Hsin-huang (蕭新煌) est chercheur à l'Institut de sociologie de l'Academia Sinica, dont il a été le directeur. L'Academia Sinica est la plus prestigieuse institution de recherche de Taïwan. Il est aussi actuellement conseiller de la présidente Tsai Ing-wen.

¹⁵ Hsiao Hsin-huang, « Déconstruire 92, consensus, un pays, deux systèmes » (拆解九二、共識、一國、兩制, *chaijie jiuer, gongshi, yiguo, liangzhi*), *Liberty Times Net* (自由時報), 18 février 2019, <https://talk.ltn.com.tw/article/paper/1268158>

¹⁶ 還天真地以為一方面想跟中國玩統一遊戲，另一方面又避談一國兩制，*hai tianzhen de yiwei yifangmian xiang gen Zhongguo wan tongyi de youxi, ling yifangmian you bi tan yiguo liangzhi*.

Le rejet massif de la formule « un pays deux systèmes » est en réalité sous-tendu par une opposition plus large à tout scénario d'unification. C'est particulièrement vrai parmi les Taïwanais nés à partir des années 1980 qui s'identifient très majoritairement à un État-nation démocratique et indépendant¹⁷. Il est alors permis de se demander pourquoi le Kuomintang continue de remporter des élections en défendant le « consensus de 1992 » et donc l'idée que Taïwan fait partie de la Chine. Le sondage utilisé par Michael Hsiao à la fin de son article peut apporter un élément de réponse. Réalisé et publié au mois de janvier par le magazine *CommonWealth* (天下雜誌) il porte sur la définition du « consensus de 1992 » aux yeux des Taïwanais. Or près de la moitié (49,2%) des personnes interrogées pensent que cela signifie que « la Chine et Taïwan appartiennent à deux pays différents et qu'il faut maintenir le *statu quo* »¹⁸. Cette définition est fort éloignée de celle du Kuomintang et il se pourrait qu'en définitive, le discours de Xi Jinping contribue à lever le flou et les malentendus qui entourent ce slogan.

¹⁷ Tanguy Lepasant, « Taiwanese youth and national identity under Ma Ying-jeou », in Bruce Jacobs and Peter Kang (eds.), « Changing Taiwanese identities », Routledge, 2018, pp. 64-86.

¹⁸ 中國，台灣分屬不同國家，並繼續維持現狀，*Zhongguo, Taiwan fenshu butong guojia, bing jixu weichi xianzhuang*.